

Pour des axes de plateforme qui soient des engagements concrets, et qui se démarquent, pour un plan de relance de plein emploi écologique

Pendant que toute l'attention médiatique et même celle de la militance de Québec solidaire se concentraient sur la résolution de blâme envers le Collectif antiraciste et décolonisation (CAD) du parti, fut perdu de vue l'échec de ce qui devait être le grand débat du Conseil national (CN) des 15-16 mai soit le vote pour les grands axes de la plateforme électorale. Étaient en jeu trois options dont les éléments étaient du bla-bla, aurait dit Greta Thunberg, typiquement bureaucratiques rédigées en langage administratif-technocratique loin de toute concrétude qui soit un engagement pour une société alternative de prendre soin des gens et de la terre-mère. Finalement, la pire option, celle de la direction, a été choisie. Ces vagues propos aussitôt oubliés après avoir été lus ont été condensés par le nouveau porte-parole principal du parti en la formule passe-partout « *jeter les bases pour un Québec plus vert, plus juste et plus libre* » qui n'engage à rien de concret et que les autres partis de l'Assemblée nationale pourraient, à quelques exceptions près, reprendre à leur compte, spécialement le PQ mais même la CAQ, sans se renier.

Reprendre la bonne tactique de 2018 mais sans son vernis verticaliste de centre-gauche

Pourtant la bonne tactique avait été mise au point lors de l'élection de 2018 quitte à corriger deux graves défaillances s'entretenant l'une l'autre. Il s'agit de mettre en relief quelques revendications concrètes, simples et démarquant Québec solidaire clairement des autres partis. C'est ce que faisaient les revendications de la demi-gratuité des frais dentaires, de celle du transport en commun et des CLSC ouverts 24/7. Le problème était que ces « axes » n'avaient pas été choisis démocratiquement mais par le comité électoral pétri d'électorisme donc récusant des revendications ouvrant des brèches vers une société alternative mais plutôt favorisant des enjolivements de centre-gauche atténuant le capitalisme néolibéral.

Cette fois-ci, il s'agit de reprendre la même tactique gagnante mais annonçant un plan de relance d'une société de plein emploi écologique. De telles revendications proposées à l'assemblée générale d'Hochelaga-Maisonneuve en vue du CN étaient passées à deux ou trois votes près de l'approbation. Dans le contexte de l'actuel processus d'élaboration de la plateforme électorale 2022 à être approuvée par le congrès de l'automne 2021, leur substantifique moelle, sauf pour la cinquième revendication ci-bas, a été reprise par le Comité thématique environnement et écologie (CTÉE) partie prenante de la Commission politique (CP) du parti.

Des engagements concrets, sans bloquer le débat, qui sont des brèches vers une société pro-climat

Ce sont des engagements concrets et simples à comprendre tout en étant des brèches vers une société alternative pro-climat et pro-biodiversité. Ils sont conçus non pas pour être les têtes de chapitre de la plateforme électorale mais des appels à l'électorat potentiel Solidaire afin de voter pour le parti et de se mobiliser dans la lutte sociale. Il faut les comprendre comme les

locomotives pleine vapeur entraînant les wagons de la plateforme. Viendra ensuite l'étape de la construction de la plateforme. Toutefois, heurter de plein fouet l'opinion publique manufacturée, comme le dit Noam Chomsky, est à éviter. Il s'agit de proposer des concrétudes audacieuses ouvrant clairement la voie à une alternative qui rompt avec le capitalisme vert en tenant compte de l'évolution du débat public réellement existant et des insuffisances du mouvement écologique, Québec solidaire compris, qui préfère éviter certains débats qui fâchent.

Les abstractions concrètes comme les taux de réduction de GES, pourtant épine dorsale de toute plateforme, ne mobilisent pas tout en complexifiant le débat électoral. L'énergivore technologie numérique 5G est à approfondir quoique l'interdiction du minage des cryptomonnaies s'impose. Les cruciaux choix au sujet des transports de marchandise n'ont pas encore pénétré le débat public comme le fait la question du transport des personnes. Non plus d'ailleurs la question des non négligeables GES industriels. Même si l'imprécise notion d'agriculture biologique fait consensus tout comme la souveraineté alimentaire et les circuits courts, le décrochage de l'agriculture québécoise de la production carnée et de ses dérivés divise les écologistes. Et que dire de la substitution des autos privés à essence par celles électriques généreusement subventionnées et de leur corollaire les banlieues de maisons individuelles. Cela dit, rien n'empêche, au contraire, d'aborder en toute transparence ces points litigieux dans les argumentaires tout en admettant qu'il y a un débat à faire.

1. Autobus rapides et tramways partout (urbain et interurbain), tout le temps, électriques et gratuits d'ici 2030. Fabrication du matériel roulant au Québec. Moratoire sur le développement du REM de l'Est

La proposition originale plus complète disait : Un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrifié, en voie exclusive et sans autre REM, sur les actuels autoroutes, boulevards et grandes rues et routes jusqu'au moindre village, complété par des minibus automatiques dans les banlieues et un autopartage communautaire, à mettre en place d'ici 2030.

Pour réduire des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émanations de gaz à effet de serre produits au Québec, le mouvement écologiste zoome avant tout le secteur des transports qui compte pour 45% des émanations annuelles de GES, dont 36% pour le sous-secteur routier, sans compter les GES non comptabilisés du transport international aérien et maritime. C'est d'autant plus la priorité que les émanations annuelles du secteur transport sont en hausse rapide ayant crû du tiers depuis 1990 pendant que celles du secteur industriel, au second rang, ont baissé du quart.

Le plan de relance de la CAQ est axé, pour le domaine du transport, sur l'extension-élargissement des autoroutes dont le troisième lien dans la région de Québec et un système de transport en commun basé sur le très dispendieux train aérien REM, dans le Grand Montréal, structuré en mode PPP. Le REM, aux dires mêmes de ses promoteurs de la Finance, réduit à peine les GES tout en imposant une tarification anti-sociale. En sus, il abandonne la trame urbaine aux autos solos privés à essence devenant de plus en plus électriques ce qui donne libre

cours à l'énergivore et anti-agriculture / anti-forêt étalement urbain. S'ensuit, causée par l'électrification grassement subventionnée des véhicules privés, une multiplication déjà amorcée de mines à ciel ouvert de lithium, de graphite, de nickel et autres métaux et terres rares sur le dos des peuples autochtones et aux dépens de la nature. En plus l'antagonisme ÉU-Chine désigne le Canada plus que jamais comme pourvoyeur et réserve stratégique extractiviste de son voisin du sud avec cette fois-ci le Québec jouant un plus grand rôle peut-être devenant le nouvel Alberta de l'hydroélectricité et des minerais stratégiques.

2. Embauche immédiat de 250 000 personnes dans les services publics et le travail communautaire. Nationalisation / démocratisation des CHSLD

L'IRIS, le principal think-tank de gauche du Québec, invite à créer 250 000 emplois dans les secteurs public (et communautaire) car « *[u]ne politique d'embauche massive au Québec permettrait à la fois de mieux répondre à des besoins essentiels et de contribuer à une relance économique qui profite à tous et toutes. [...] Cette approche lui permettrait à la fois de mieux répondre à ses missions essentielles en amorçant une véritable transformation socio-économique.* » (IRIS, 11/11/20)

Cette embauche mobilisera le mouvement des femmes par son écoféminisme car le 'prendre soin' socialisé, en plus de libérer de l'esclavage domestique, requiert de l'énergie humaine et non fossile tout en créant des rapports sociaux loin du déshumanisant travail à la chaîne ou en isolation devant son écran ce qui induit la compensation consumériste de la consommation de masse et du divertissement. Cette embauche massive mobilisera le mouvement syndical par son potentiel de plein emploi écologique ce qui atténuera la méfiance populaire envers l'immigration, en particulier celle des personnes réfugiées qui fuient plus que jamais catastrophes climatiques, guerres, misère et persécution.

En leur montrant qu'elles sont l'épine dorsale de l'alternative de la relance, cette revendication mobilisera en particulier le demi-million de personnes syndiquées du secteur public laissées sans perspective autre que le retour de l'austérité. Un tel engagement, en plus d'inviter à un appui de la population en général qui aspire profondément à une bonification des services publics, induit d'indispensables hausses salariales afin de recruter et retenir la main-d'œuvre. Pour recruter 10 000 préposées dans les CHSLD en 2020, il a bien fallu augmenter leurs salaires! C'est ainsi qu'on arrête la saignée vers le privé que souhaite le gouvernement en louant les dit anges gardiens tout en continuant à les appauvrir.

3. Construction annuelle de 10 000 logements sociaux écoénergétiques. Rénovation écoénergétique et électrification efficace des logements sociaux [et de tous les bâtiments climatisés à l'énergie fossile] d'ici 2030.

L'exacerbation de la crise du logement dans tout le Québec, au-delà des revendications de contrôle des loyers et de la spéculation immobilière rappelle que le droit au logement devrait être plus important que le droit de propriété. Cela signifie revenir en force avec la revendication phare du FRAPRU pour la construction minimale de 10 000 logements sociaux écoénergétiques

par année, soit 20% de la construction totale annuelle de logements. La lutte pour le logement en serait ainsi articulée avec celle climatique tout en diminuant la pression de la demande sur le marché du logement.

La rénovation écoénergétique de tous les bâtiments climatisés à l'énergie fossile permet des réductions évidentes et faciles d'émissions de GES tout en créant des emplois socialement et écologiquement utiles pour les gens de la construction au lieu de construire d'antisociaux et antiécologiques condos de luxe, maisons surdimensionnées, troisième lien et REM.

4. Respect de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) garantissant leur consentement préalable et éclairé pour tous les projets d'extraction des ressources naturelles sur leurs territoires historiques, dont la forêt et les mines, tout en favorisant un modèle coopératif pour l'exploitation des ressources

Contrairement à la CAQ qui récuse la DNUDPA, les Libéraux fédéraux (et le NPD de la Colombie britannique) la reconnaissent mais ne l'appliquent pas en particulier son article 32.2 qui donne un clair droit de veto aux nations autochtones eu égard à la disposition de leurs ressources naturelles sur leurs territoires historiques. L'application effective de la DNUDPA bloquerait le passage du gazoduc sur le territoire de la nation Wet'suwet'en en Colombie britannique comme il le ferait pour le gazoduc de GNL-Québec depuis que « *[I]es conseils des Premières Nations de Mashteuiatsh, au Lac-Saint-Jean, et d'Essipit et Pessamit, sur la Côte-Nord, ont fait connaître leur position* » (La Presse, Les Innus disent non au projet GNL Québec à Saguenay, 12/05/21).

Pendant un mois, l'automne dernier, les Anishinabe ont bloqué les routes forestières de la Réserve faunique La Vérendrye pour interdire la chasse à l'orignal. Aucun parti de l'Assemblée nationale n'a appuyé leur demande de moratoire pourtant conforme à la DNUDPA. Une coalition atikamekw / innu / non-autochtone ayant la sympathie du vice-chef du conseil de bande de Manawan a fait un blocage routier contre les coupes à blanc et le projet de mine de graphite en Matawinie. « *Le groupe demande un moratoire de cinq ans sur les coupes forestières [... et dénonce] la création d'une mine de graphite qui a reçu l'aval du gouvernement du Québec au début du mois de février.* » (Radio-Canada, Des militants autochtones bloquent une route pour s'opposer à un projet minier, 2/03/21)

Les peuples autochtones, en autant qu'ils ont l'appui ferme, non-équivoque et mobilisé de significatives forces politiques et sociales non-autochtones leur permettant de ne pas être socialement écrasés par leur dépendance économique et politique vis-à-vis les gouvernements coloniaux, ce qui les oblige à des choix déchirants entre leurs intérêts à court et ceux à long terme et qui souvent corrompent leurs élites affairistes et politiques, sont les meilleurs gardiens et protecteurs de nos forêts et grands espaces non encore saccagés par la dite civilisation occidentale. Les peuples autochtones sont au cœur de la lutte contre le nouvel extractivisme de l'électrification de l'accumulation du capital et de la consommation de masse tout comme de l'ancien assis sur les hydrocarbures. Cette lutte conjointe ouvre la porte à une utilisation écologique de ces ressources par des coopératives libérées de la mainmise capitaliste.

5. [Imposition de 100% des surprofits et revenus extra dus à la pandémie et une réforme fiscale imposant le patrimoine, le capital, les profits et les revenus élevés au niveau de l'effort fiscal pré-néolibéral des années 1970]

Le plan de relance postpandémique de gauche rejette le retour à la dite normale néolibérale afin d'arrêter la dynamique exponentielle de la terre-étuve. Il veut lui substituer une économie de prendre soin (care) des gens, complément du prendre soin de la terre-mère. Ainsi convergeraient plein emploi écologique, écoféminisme et spiritualité autochtone. Cette transition d'un paradigme d'une économie dont le but est le profit à une économie basée sur la satisfaction des besoins populaires non biaisés par la concurrence de tous contre toutes, la domination et le lavage de cerveau du marketing-publicité exige un virage drastique de l'usage de l'épargne nationale. On peut même penser que la socialisation de toute la Finance serait nécessaire.

Immédiatement par simple décence morale mais aussi pour s'insurger contre l'édification de super-monopoles mondiaux à la GAFAM et Walmart, mais aussi bien d'autres méconnus, capables de faire chanter maints États dont le Canada et qui se sont enrichis grâce aux malheurs pandémiques, l'imposition de 100% de leurs profits va de soi. C'est l'équivalent d'imposer les profits de guerre. Mais pourquoi se contenter d'un expédient temporaire alors qu'il faut changer le monde. Il faudrait au moins dans un premier temps revenir à la structure d'imposition pré néolibérale gagnée par les luttes sociales des « trente glorieuses » 1945-1975. Il s'agit moins de financer de très dispendieux investissements sociaux car ceux-ci sont moins chers qu'il n'y paraît que d'empêcher le capital de lester le peuple travailleur d'un endettement faramineux pour rentabiliser des investissements anti-sociaux tels troisième lien, REM et électrification des autos solos privés sans compter la technologie apprenti-sorcier de la captation et de la séquestration des GES émanant des centrales thermiques.

Marc Bonhomme, 23 mai 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca